ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου **1948** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | *Ἀριθμὸς φύλλου* **257**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Ἀναγκαστικοὶ Νόμοι

Α. Ν. 812. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀγκύρᾳ τὴν 22αν Ἰουλίου 1947 μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας Συμφωνίας περὶ ἐναερίων συγκοινωνιῶν. 1

Α. Ν. 816. Περὶ ἐπεκτάσεως τῆς ὑπὸ τοῦ Νόμου 6002 παρεχομένης ἰατροφαρμακευτικῆς καὶ νοσοκομειακῆς προστασίας καὶ εἰς τὰς οἰκογενείας τῶν ἐργαζομένων ναυτικῶν. 2

Α. Ν. 817. Περὶ συστάσεως Ὀργανισμοῦ Πανελληνίου Ἑνώσεως Ἐπισιτιστικῶν Κέντρων..... 3

Α. Ν. 820. Περὶ συστάσεως Ἐπιτροπῆς πρὸς σύνταξιν σχεδίου Κώδικος Ἀεροπορικοῦ Δικαίου... 4

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 812.

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀγκύρᾳ τὴν 22αν Ἰουλίου 1947 μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας Συμφωνίας περὶ ἐναερίων συγκοινωνιῶν.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 22ας Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀγκύρᾳ τὴν 22αν Ἰουλίου 1947 μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας συμφωνίας περὶ ἐναερίων συγκοινωνιῶν», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀγκύρᾳ τὴν 22αν Ἰουλίου 1947 Συμφωνία μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας, περὶ ἐναερίων συγκοινωνιῶν, ἧς τὸ κείμενον, ὡς καὶ τὸ κείμενον τοῦ παρακολουθοῦντος ταύτην Παραρτήματος, ἔπονται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας ἄρξεται ἅμα τῇ ἀνταλλαγῇ ἐν Ἀγκύρᾳ, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 11 ταύτης, τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως αὐτῆς, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν τῆς Βουλῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος
ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, Ι. ΠΟΛΙΤΗΣ, ΑΝΔΡ. ΜΠΙΡΑΚΗΣ, Α. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΗΣ, ΑΠ. ΟΡΦΑΝΙΔΗΣ, ΘΕΟΔ. ΚΙΖΑΝΗΣ, ΑΡ. ΠΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Γ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΝΑΣΤ. ΜΠΑΚΑΛΜΠΑΣΗΣ, Κ. ΚΟΡΟΖΟΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Γ. ΜΕΛΑΣ

ACCORD

SUR LES TRANSPORTS AÉRIENS ENTRE LE COUVERNEMENT ROYAL HELLÉNIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE.

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement de la République Turque,

Ayant décidé de conclure un Accord sur les transports aériens entre la Grèce et la Turquie,

ont désigné à cet effet des représentans dûment autorisés, lesquels sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les Parties Contractantes s'accordent mutuellement les droits spécifiés à l'Annexe ci-jointe en vue de l'établissement des routes et services aériens internationaux énumérés à cette Annexe; lesdits services peuvent être commencés immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

Article 2.

a) Chaque service aérien pour lequel le droit d'établissement a été accordé par une Partie Contractante à l'autre Partie Contractante, pourra être mis en exploitation aussitôt que cette dernière Partie aura désigné une ou plusieurs entreprises aériennes pour exploiter le service en question; la Partie Contractante qui aura accordé ce droit, sous réserve des dispositions de l'article 6 ci-après, devra accorder sans délai l'autorisation d'exploitation requise à l'entreprise ou aux entreprises ainsi désignées.

b) La Partie Contractante qui accorde les droits susmentionnés, pourra demander à l'entreprise ou aux entreprises ainsi désignées, avant de l'autoriser ou de les autoriser à ouvrir les services visés au présent Accord, à fournir conformément aux lois et règlements en vigueur sur son territoire, toutes justifications sur leur qualification.

c) Dans certaines régions qui pourraient être désignées par les Gouvernements intéressés, l'établissement d'un service aérien international sera soumis à l'approbation des autorités militaires compétentes.

Article 3.

Dans le but d'éviter toute pratique discriminatoire et d'assurer l'égalité de traitement:

a) Chacune des Parties Contractantes convient que les taxes imposées ou autorisées pour l'utilisation de ses aéroports et des autres facilités par les entreprises de l'autre Partie Conrractante ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et facilités par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

b) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange introduits sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante, ou pour le compte d'une telle entreprise, et déstinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière, bénéficieront du traitement appliqué aux entreprises nationales ou à celle de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'imposition de droits de douane, de frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux.

c) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord demeurant à bord des aéronefs civils des entreprises de transport aérien d'une Partie Contractante autorisée à exploiter les routes et les services décrits à l'Annexe, seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à leur départ exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits similaires, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

Article 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une de Parties Contractantes et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes et des services spécifiés à l'Annexe. Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

Article 5.

a) Les lois et règlements d'une Partie Contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire en ce qui concerne les aéronefs employés à la navigation internationale ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre Partie Contractante.

b) Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises par avion seront tenus de ce conformer, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque Partie Contractante, l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, à la sortie, à l'immigration, aux passeports, aux douanes et à la quarantaine.

Article 6.

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser une autorisation d'exploitation à une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante ou de révoquer une telle autorisation lorsqu'elle n'a pas la preuve que la propriété essentielle et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de réssortissants de cette dernière Partie, ou chaque fois que cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements de l'Etat sur le territoire duquel elle opère, ainsi qu'il est indiqué à l'article 5 ci-dessus, ou ne remplit pas les opligations que lui impose le présent Accord.

Article 7.

Le présent Accord et tous les contrats qui en découleront seront déposés à l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile.

Article 8.

Dans le cas ou l'une des Parties Contractantes désirerait modifier l'une quelconque des dispositions de l'Annexe au présent Accord, elle pourra demander que les Autorités compétentes des deux Parties Contractantes entrent en consultation à cet effet, cette consultation devant commencer dans un délai de soixante jours à compter de la date de la demande. Toute modification convenue entre lesdites Autorités entrera en vigueur après avoir été confirmée par un échange de Notes diplomatiques.

Si une Convention Générale Aéronautique multilatérale entre en vigueur pour les deux Parties Contractantes, celles-ci se consulteront à l'effet de mettre les clauses du présent Accord et de son Annexe en concordance avec les dispositions de la dite Convention.

Article 9.

a) Les Parties Contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage tout différend relatif à l'interprétation et à l'application du présent Accord ou de son Annexe, qui ne pourrait être réglé par la voie de négociations directes.

b) Un tel différend sera porté devant le Conseil de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile

créé qar la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944.

c) Toutefois, les Parties Contractantes peuvent, d'un commun accord, régler le différend en le portant so t pavant un Tribunal, soit devant toute autre personne ou organisame désigné par elles.

d) Les Parties Contractantes s'engagent à se conrormer à la sentence rendue.

Article 10.

Chacune des Parties Contractantes pourra notifier à l'autre Partie son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle dénonciation aura effet douze mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit annulée d'un commun accord avant la fin de cette période.

Article 11.

Les ratifications seront échangées à Ankara dans le plus bref délai possible. L'Accord entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Ankara, le 22 juillet 1947 en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement Royal Hellénique
P. SKEFERIS

Pour le Gouvernement de la République Turque
F. CARIM

ANNEXE

1. Les entreprises de transport aérien du Gouvernement Royal Hellénique, autorisées en vertu du présent Accord, jouiront du droit de traverser le territoire turc sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, marchandises et du courrier sur les routes suivantes: d'Athènes-via ou sans points intermédiaires en territoire hellénique-à Istanbul (facultatif)-Ankara- et aux pays au-delà vers l'Est- dans les deux directions,.

2. Les entreprises de transport aérien du Gouvernement de la République Turque, autorisées en vertu du présent Accord, jouiront du droit de traverser le territoire hellénique sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, marchandises et du courrier sur les routes suivantes:
d'Ankara-via ou sans points intermédiaires en territoire turc- à Thessaloniki (facultatif)-Athènes-et aux pays au-delà vers l'ouest- dans les deux directions

3. Pour l'établissement et l'exploitation des Services aériens faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe seront appliqués les principes suivants:

a) qu'il est désirable de stimuler et d'encourager le plus largement possible la diffusion des avantages du voyage aérien pour le bien-être général de l'humanité par les tarifs aussi bas que possible et compatibles avec des principes économiques sains, et d'encourager également le voyage aérien comme moyen de développement de l'entente amicale et de la bonne volonté entre les Peuples et d'assurer en même temps le grand nombre d'avantages indirects de ce nouveau moyen de transport à la prospérité commune des deux pays;

b) que les facilités du transport aérien mis à la disposition du public voyageant doivent se tenir en relations étroites aux nécessités du public pour de tels transports;

c) qu'une opportunité favorable et égale pour les entreprises des deux nations doit exister pour qu'elles desservent n'importe quelle route ou toutes entre leurs territoires respectifs et faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe;

d) que pour l'exploitation par les entreprises aériennes des deux Parties Contractantes des services longcourriers décrits à l'Annexe au présent Accord, les intérêts des entreprises aériennes de l'autre Partie Contractante seront pris en considération de manière à ne pas affecter indûment les services que cette dernière dessert partiellement ou entièrement sur les mêmes routes;

e) qu'il est convenu entre les deux Parties Contractantes que les services offerts par une entreprise aérienne désignée en vertu du présent Accord et de son Annexe auront comme objectif initial de disposer de la capacité adéquate aux nécessités du trafic entre le pays, dont l'entreprise en question possède la nationalité,etle pays de destination définitive du trafic;

4. Le droit d'embarquer et de débarquer sur ces lignes du trafic international à destinaton de ou en provenance de pays tiers, sur un point ou des points des routes faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe sera exercé conformément aux principes généraux de développement ordonné affirmés par les deux Parties Contractantes, et sera sujet aux principes généraux d'adaptation de la capacité:

a) à la demande de trafic entre le pays d'origine et le pays de destination;

b) aux exigences d'exploitation des services longcourriers;

c) à la demande de trafic existant dans les régions traversées, compte tenu des services locaux et régionaux.

5. Au cas ou l'entreprise ou les entreprises d'un Gouvernemeut seraient provisoirement empêchées, par suite de difficultés provenant de la guerre , de profiter immédiatement des avantages offerts par le paragraphe 3 c) de la présente annexe à l'Accord, la situation sera revisée par les deux Gouvernements dès que l'entreprise ou les entreprises du premier Gouvernement se trouveront en état d'offrir progressivement leur contribution au service des routes.

6. Il est convenu que chaque Partie Contractante, avant de mettre un service aérien en exploitation notifiera à l'autre Partie Contractante l'itinéraire qu' elle propose pour l'entrée et la sortie du territoire de cette dernière; cette Partie indiquera alors les points exacts d'entrée et de sortie, et la route à suivre sur son territoire.

(s) P. SKEFERIS (s) F. CARIM

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

ΠΕΡΙ ΤΩΝ ΕΝΑΕΡΙΩΝ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΒΑΣΙΛΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΤΟΥΡΚΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις, καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας,

Ἀποφασίσασαι νὰ συνάψωσι συμφωνίαν περὶ ἐναερίων μεταφορῶν μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας,

Ὥρισαν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἀντιπροσώπους δεόντως ἐξουσιοδοτημένους οἵτινες συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι διατάξεων :

Ἄρθρον 1.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη χορηγοῦν εἰς ἑαυτὰ ἀμοιβαίως τὰ ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι καθοριζόμενα δικαιώματα πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐγκαταστάσεως τῶν ἐν τῷ Παραρτήματι τούτῳ ἀπαριθμουμένων διεθνῶν ἐναερίων ὁδῶν καὶ γραμμῶν. Αἱ ἐν λόγῳ γραμμαὶ δύνανται νὰ τεθῶσι ἐν λειτουργίᾳ ἀμέσως ἢ μεταγενεστέρως κατ' ἐπιλογὴν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους εἰς ὃ τὰ δικαιώματα ταῦτα ἐκχωροῦνται.

Ἄρθρον 2.

α) Ἑκάστη ἐναέριος γραμμὴ δι' ἣν ἐχορηγήθη τὸ δικαίωμα ἐγκαταστάσεως ὑφ' ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον Μέρος, δύναται νὰ τεθῇ εἰς λειτουργίαν εὐθὺς ὡς τὸ τελευταῖον τοῦτο Μέρος ὁρίσῃ μίαν ἢ πλείονας ἀεροπορικὰς ἐπιχειρήσεις διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς ἐν λόγῳ γραμμῆς, τὸ ἐκχωροῦν τὸ δικαίωμα τοῦτο συμβαλλόμενον Μέρος δέον, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀκολούθου ἄρθρου 6, νὰ χορηγήσῃ ἄνευ ἀναβολῆς τὴν ἀπαιτουμένην ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως εἰς τὴν ἢ τὰς οὕτω ὁρισθείσας ἐπιχειρήσεις.

β) Τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ χορηγοῦν τὰ ὡς ἄνω ἀναφερόμενα δικαιώματα, θὰ δύναται νὰ αἰτήσῃ παρὰ τῆς ἢ τῶν οὕτω ὁρισθεισῶν ἐπιχειρήσεων πρὶν ἢ τὴν ἢ τὰς ἐξουσιοδοτήσῃ νὰ προβοῦν εἰς τὴν ἔναρξιν λειτουργίας τῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίοας προβλεπομένων γραμμῶν, ὅπως παράσχωσιν, συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἐν ἰσχύι εἰς τὸ ἔδαφός του, πᾶσαν ἀπόδειξιν τῶν προσόντων των.

γ) Εἰς ὡρισμένας περιοχὰς αἵτινες θὰ δύνανται νὰ καθορισθῶσιν ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων, ἡ ἐγκατάστασις διεθνοῦς ἐναερίου γραμμῆς θὰ ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν.

Ἄρθρον 3.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἀποφυγῆς πάσης πράξεως διακρίσεως καὶ τῆς ἐξασφαλίσεως ἰσότητος μεταχειρίσεως :

α) Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν συμφωνεῖ ὅπως τὰ ἐπιβαλλόμενα ἢ τὰ ἐπιτρεπόμενα νὰ ἐπιβληθῶσι τέλη διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἀερολιμένων καὶ τῶν ἑτέρων διευκολύνσεων του παρὰ τῶν ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους δὲν θὰ ὑπερβαίνουσιν τὰ τέλη ἅτινα θὰ καταβληθῶσι διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἐν λόγῳ ἀερολιμένων καὶ διευκολύνσεων, ὑπὸ τῶν ὑπηκόων του, τῶν χρησιμοποιουμένων δι' ὁμοίας διεθνεῖς γραμμάς.

β) Ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια καὶ τὰ ἀνταλλακτικὰ τὰ εἰσαγόμενα εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους ὑπὸ ἐπιχειρήσεως ὁρισθείσης ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ διὰ λογαριασμὸν τοιαύτης ἐπιχειρήσεως καὶ προοριζόμενα μόνον διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς τελευταίας ταύτης θὰ τυγχάνουν τῆς ῥήτρας τῆς ἐφαρμοζομένης εἰς τὰς ἐθνικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ τῆς τοῦ πλέον εὐνοουμένου Ἔθνους ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐπιβολὴν Τελωνειακοῦ δασμοῦ, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων ἐθνικῶν δασμῶν καὶ τελῶν.

γ) Ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικά, ἡ κανονικὴ ἐξάρτησις καὶ τὰ ἐφόδια καὶ αἱ τροφαὶ ἀεροσκάφους αἱ παραμένουσαι ἐπὶ τῶν πολιτικῶν ἀεροσκαφῶν τῶν ἐπιχειρήσεων ἐναερίων μεταφορῶν ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους τῶν ἐξουσιοδοτημένων νὰ ἐκμεταλλεύθωσιν τὰς ἐν τῷ Παραρτήματι περιγραφομένας ὁδοὺς καὶ γραμμάς, θὰ ἀπαλλάσσωνται κατὰ τὴν ἄφιξίν των εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ κατὰ τὴν ἀναχώρησιν των, τῶν Τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων ὁμοίων τελῶν καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ἀκόμη καθ' ἣν αἱ προμήθειαι αὗται χρησιμοποιοῦνται ἢ καταναλίσκονται ὑπὸ τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων κατὰ τὴν διάρκειαν πτήσεων ὑπερθεν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

Ἄρθρον 4.

Τὰ πιστοποιητικὰ πλωϊμότητος, τὰ πτυχία ἱκανότητος καὶ αἱ ἄδειαι ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐκδιδόμεναι ἢ κεκυρωμέναι ὑφ' ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν καὶ μὴ λήξασαι θὰ ἀναγνωρίζωνται ὡς ἔγκυροι ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν ὁδῶν καὶ γραμμῶν τῶν περιγραφομένων ἐν τῷ Παραρτήματι. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει, ἐν τούτοις, εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα ν' ἀρνῆται ν' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους διὰ τὴν κυκλοφορίαν ὑπερθεν τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους, τὰ πιστοποιητικὰ ἱκανότητος καὶ τὰς ἀδείας ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος τὰς χορηγηθείσας εἰς τοὺς ἰδίους αὐτοῦ ὑπηκόους ὑπὸ ἑτέρου Κράτους.

Ἄρθρον 5.

α) Οἱ Νόμοι καὶ Κανονισμοὶ τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους περὶ εἰσόδου εἰς καὶ ἐξόδου ἐκ τοῦ ἐδάφους του, ἀναφορικῶς πρὸς τὰ ἀεροσκάφη τὰ χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν, ἢ περὶ ἐκμεταλλεύσεως καὶ ἀεροπλοίας τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν κατὰ τὴν παρουσίαν των ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐδάφους του, θὰ ἐφαρμόζωνται εἰς τὰ ἀεροσκάφη τῆς ἢ τῶν ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

β) Οἱ ἐπιβάται, τὰ πληρώματα καὶ οἱ ἀποστολεῖς ἐμπορευμάτων δι' ἀεροσκάφους ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφωθῶσιν, εἴτε προσωπικῶς, εἴτε μέσῳ τρίτου ἐνεργοῦντος ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμόν των, πρὸς τοὺς Νόμους καὶ Κανονισμοὺς τοὺς διέποντας, εἰς τὸ ἔδαφος ἑκάστου συμβαλλομένου Μέρους, τὴν εἴσοδον, τὴν παραμονὴν καὶ τὴν ἔξοδον τῶν ἐπιβατῶν πληρωμάτων ἢ ἐμπορευμάτων, ὡς οἱ ἐφαρμοζόμενοι διὰ τὴν εἴσοδον, ἔξοδον, μετανάστευσιν, τὰ διαβατήρια, τὸ Τελωνεῖον καὶ τὴν κάθαρσιν.

Ἄρθρον 6.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα ν' ἀρνῆται ἢ ν' ἀνακαλῇ ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως ἐπιχειρήσεως ὁρισθείσης ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ὅταν δὲν κατέχει ἀποδείξεις ὅτι ἡ οὐσιώδης ἰδιοκτησία καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης εὑρίσκονται εἰς χεῖρας, ὑπηκόων τοῦ τελευταίου τούτου Μέρους, ἢ εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἐπιχείρησις αὕτη δὲν συμμορφοῦται πρὸς τοὺς Νόμους τοῦ Κράτους ὑπερθεν τοῦ ὁποίου ἵπταται, ὡς καθορίζεται ἐν τῷ ὡς ἄνω ἄρθρῳ 5, ἢ δὲν πληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις ἃς τῆς ἐπιβάλλει ἡ παροῦσα Συμφωνία.

Ἄρθρον 7.

Ἡ παροῦσα συμφωνία ὡς καὶ ἅπασαι αἱ συμβάσεις αἵτινες θέλουσι ἀπορρέει ἐκ ταύτης θὰ κατατεθῶσι παρὰ τῇ Προσωρινῇ Ὀργανώσει Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

Ἄρθρον 8.

Ἐν ᾗ περιπτώσει, καθ' ἣν ἕν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐπιθυμεῖ τὴν τροποποίησιν οἱασδήποτε τῶν διατάξεων τοῦ Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ δύναται νὰ αἰτήσῃ ὅπως αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν συνεννοηθῶσι πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, τῆς τοιαύτης δὲ συνεννοήσεως δέον νὰ γίνῃ ἔναρξις ἐντὸς προθεσμίας ἑξήκοντα ἡμερῶν ὑπολογιζομένων ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς αἰτήσεως. Πᾶσα μεταξὺ τῶν ἐν λόγῳ ἀρχῶν συμφωνηθεῖσα τροποποίησις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι κατόπιν ἐπιβεβαιώσεως δι' ἀνταλλαγῆς Διπλωματικῶν Διακοινώσεων.

Ἐφ' ὅσον ἤθελε τεθῇ ἐν ἰσχύι πολυμερὴς Γενικὴ Συμβασις Ἀεροναυτιλίας διὰ τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη, ταῦτα θέλουσι συνεννοηθῇ πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς προσαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως.

Ἄρθρον 9.

α') Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως ὑποβάλωσι εἰς διαιτησίαν πᾶσαν διαφορὰν σχετικὴν πρὸς τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τοῦ Παραρτήματός της ἥτις δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ διακανονισθῇ διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων.

β') Τοιαύτη διαφορὰ θέλει ὑποβληθῇ εἰς τὸ Συμβούλιον τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ἱδρυθείσης διὰ τῆς Συμβάσεως περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ὑπογραφείσης ἐν Σικάγῳ τὴν 7ην Δεκεμβρίου 1944, ἢ ἐν ἀναμονῇ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως, εἰς τὸ Προσωρινὸν Συμβούλιον τὸ ἱδρυθὲν διὰ τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, τῆς ὑπογραφείσης ἐν Σικάγῳ κατὰ τὴν ἰδίαν ἡμερομηνίαν.

γ') Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται, πάντως διὰ κοινῆς συμφωνίας νὰ διακανονίσωσι τὴν διαφορὰν ὑποβάλλοντες ταύτην εἴτε εἰς διαιτητικὸν δικαστήριον, εἴτε εἰς πᾶν ἕτερον πρόσωπον ἢ ὀργανισμὸν ὁριζόμενον παρ' αὐτῶν.

δ') Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφωθῶσι πρὸς τὴν ἐκδοθεῖσαν ἀπόφασιν.

Ἄρθρον 10.

Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ πρὸς τὸ ἕτερον Μέρος τὴν ἐπιθυμίαν του νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Τοιαύτη καταγγελία θὰ ἰσχύῃ δώδεκα μῆνας ἀπὸ τῆς λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως παρὰ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν ἡ γνωστοποίησις αὕτη ἀκυρωθῇ κοινῇ συμφωνίᾳ πρὸ τῆς λήξεως τῆς περιόδου ταύτης.

Ἄρθρον 11.

Αἱ ἐπικυρώσεις θ' ἀνταλλαγῶσι τὸ ταχύτερον δυνατὸν εἰς Ἄγκυραν. Ἡ συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ἀπέθεσαν τὰς ἑαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο ἐν Ἀγκύρᾳ τῇ 22ᾳ Ἰουλίου 1947 εἰς διπλοῦν εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Τουρκ. Δημοκρατίας
(Ὑπ.) Π. ΣΚΕΦΕΡΗΣ	(Ὑπ.) F. CARIM

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

1. Αἱ Ἐπιχειρήσεις ἐναερίων μεταφορῶν τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως, ἐξουσιοδοτημέναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διελεύσεως καὶ σταθμεύσεως ἐπὶ τοῦ Τουρκικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐμπορικῶν σκοπῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ ἐκφορτώνωσι διεθνῆ φορτία, εἰς ἐπιβάτας, ἐμπορεύματα καὶ ταχυδρομεῖον εἰς τὰς ἀκολούθους ὁδούς:

Ἐξ Ἀθηνῶν-μέσῳ ἢ ἄνευ ἐνδιαμέσων σταθμῶν ἐπὶ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους-εἰς Κωνσταντινούπολιν (προαιρετικῶς)-Ἄγκυραν καὶ Χώρας πέραν ταύτης πρὸς Ἀνατολὰς-πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις.

2. Αἱ ἐπιχειρήσεις ἐναερίων μεταφορῶν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας, ἐξουσιοδοτούμεναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διελεύσεως καὶ σταθμεύσεως ἐπὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐμπορικῶν σκοπῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ ἐκφορτώνωσι διεθνῆ φορτία, εἰς ἐπιβάτας, ἐμπορεύματα καὶ ταχυδρομεῖον εἰς τὰς ἀκολούθους ὁδούς:

Ἐξ Ἀγκύρας-μέσῳ ἢ ἄνευ ἐνδιαμέσων σταθμῶν ἐπὶ Τουρκικοῦ ἐδάφους-εἰς Θεσσαλονίκην (προαιρετικῶς) - Ἀθήνας καὶ Χώρας πέραν τούτων πρὸς Δυσμὰς-πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις.

3. Διὰ τὴν ἐγκατάστασιν καὶ ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της θὰ ἐφαρμόζωνται αἱ ἀκόλουθοι ἀρχαί:

α') Ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν νὰ ἐνισχυθῇ καὶ νὰ ἐνθαρρυνθῇ ἡ εὐρυτέρα δυνατὴ διάδοσις τῶν πλεονεκτημάτων τοῦ ἐναερίου ταξειδίου ἐπὶ γενικῇ ὠφελείᾳ τῆς ἀνθρωπότητος μὲ τὰς εὐθυνοτέρας δυνατὰς τιμάς, τὰς συμβιβαζομένας μὲ ὑγιεῖς οἰκονομικὰς ἀρχὰς καὶ νὰ ἐνθαρρυνθῇ ἐπίσης τὸ ἐναέριον ταξείδιον ὡς μέσον προαγωγῆς τῆς φιλικῆς κατανοήσεως καὶ ἀγαθῆς προαιρέσεως μεταξὺ τῶν λαῶν καὶ τῆς συγχρόνου ἐξασφαλίσεως τῶν ἐμμέσων ὠφελημάτων τοῦ νέου τούτου μεταφορικοῦ μέσου, διὰ τὴν κοινὴν εὐπραγίαν τῶν δύο Χωρῶν.

β') Ὅτι αἱ διατιθέμεναι εἰς τὸ ταξειδεῦον κοινὸν εὐκολίαι ἐναερίων μεταφορῶν δέον νὰ εὑρίσκωνται εἰς στενὴν ἀναλογίαν μὲ τὰς ἀνάγκας τοῦ κοινοῦ διὰ τὴν τοιαύτην μεταφοράν.

γ') Ὅτι δέον νὰ ὑφίσταται εὐνοϊκὴ καὶ ἴση εὐκαιρία διὰ τὰς ἐπιχειρήσεις τῶν δύο Ἐθνῶν νὰ ἐξυπηρετοῦν οἱανδήποτε ὁδὸν ἢ ὁδοὺς μεταξὺ τῶν οἰκείων ἐδαφῶν των τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματί της.

δ') Ὅτι διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ὑπὸ τῶν ἐναερίων ἐπιχειρήσεων τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν τῶν Διαβατικῶν Γραμμῶν τῶν περιγραφομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ λαμβάνωνται ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντα τῶν ἐναερίων ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, οὕτως ὥστε νὰ μὴ ἐπηρεάζωνται ἀσκόπως αἱ γραμμαὶ τὰς ὁποίας ἡ τελευταία αὕτη ἐξυπηρετεῖ ἐπὶ μέρους ἢ ὁλοκλήρου τῶν αὐτῶν διαδρομῶν.

ε') Ὅτι τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως αἱ ὑπὸ ἐναερίου ἐπιχειρήσεως, ὁρισθησομένης δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της, προσφερόμεναι ὑπηρεσίαι θὰ ἔχωσι ὡς πρώτιστον σκοπὸν αὐτῶν νὰ διαθέτωσι τὴν κατάλληλον χωρητικότητα ἀνταποκρινομένην εἰς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας μεταξὺ τῆς Χώρας, ἧς ἡ ἐν λόγῳ ἐπιχείρησις κατέχει τὴν Ἐθνικότητα καὶ τῆς Χώρας τελικοῦ προορισμοῦ τῆς Γραμμῆς.

4. Τὸ δικαίωμα τῆς ἐπιβιβάσεως καὶ ἀποβιβάσεως ἐπὶ τῶν γραμμῶν τούτων διεθνοῦς ἐμπορικοῦ φορτίου προοριζομένου διὰ ἢ προερχομένου ἐκ τρίτων Χωρῶν εἰς σημεῖον ἢ σημεῖα ἐπὶ τῶν διαδρομῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματί της, θὰ ἐφαρμόζηται συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς εὐρύθμου ἀναπτύξεως αὐτῶν, πρὸς τὰς ὁποίας ἀμφότερα τὰ συμβαλλόμενα Μέρη προσχωροῦν καὶ θὰ ὑπόκεινται εἰς τὰς γενικὰς ἀρχὰς ὅτι ἡ χωρητικότης δέον νὰ εἶναι ἀνάλογος:

α') Πρὸς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας μεταξὺ τῆς Χώρας προελεύσεως καὶ τῆς Χώρας προορισμοῦ.

β') Πρὸς τὰς ἀνάγκας τῆς ἐκμεταλλεύσεως διαβατικῶν γραμμῶν.

γ') Πρὸς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας τῶν περιοχῶν δι' ὧν διέρχεται ἡ ἀεροπορικὴ γραμμή, ἀφοῦ ληφθοῦν ὑπ' ὄψιν αἱ τοπικαὶ καὶ περιοχικαὶ γραμμαί.

5. Ἐφ' ὅσον ὁ ἐναέριος μεταφορεὺς ἢ μεταφορεῖς μιᾶς Κυβερνήσεως ἤθελον ἐμποδισθῇ προσωρινῶς, λόγῳ δυσκολιῶν προερχομένων ἐκ τοῦ πολέμου, νὰ ἐπωφεληθοῦν ἀμέσως τῶν πλεονεκτημάτων τῆς εὐκαιρίας τῆς παρεχομένης διὰ τοῦ ἐδαφίου 3 (γ) τοῦ Παραρτήματος τούτου τῆς Συμφωνίας ἡ κατάστασις θ' ἀναθεωρῆται ὑπὸ τῶν δύο Κυβερνήσεων εὐθὺς ὡς ὁ ἐναέριος μεταφορεὺς ἢ μεταφορεῖς τῆς πρώτης Κυβερνήσεως εὑρεθοῦν εἰς θέσιν προοδευτικῶς νὰ παράσχουν τὴν συμβολήν των εἰς τὴν ἐξυπηρέτησιν τῶν γραμμῶν.

6. Συμφωνεῖται ὅπως ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος πρὶν ἢ θέσῃ ἐν λειτουργίᾳ ἀεροπορικὴν γραμμήν, γνωστοποιήσῃ πρὸς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον Μέρος τὸ δρομολόγιον ὅπερ προτείνει διὰ τὴν εἴσοδον καὶ ἔξοδον ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ τελευταίου τούτου, τὸ Μέρος τοῦτο θέλει τότε ὑποδείξει τὰ ἀκριβῆ σημεῖα εἰσόδου καὶ ἐξόδου καὶ τὴν ἀκολουθητέαν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του ὁδόν.

(Ὑπογρ.) Π. ΣΚΕΦΕΡΗΣ (Ὑπογρ.) F. CARIM

(2)

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 816.

Περὶ ἐπεκτάσεως τῆς ὑπὸ τοῦ Νόμου 6002 παρεχομένης ἰατροφαρμακευτικῆς καὶ νοσοκομειακῆς προστασίας καὶ εἰς τὰς οἰκογενείας τῶν ἐργαζομένων ναυτικῶν.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 27ης Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ ἐπεκτάσεως τῆς ὑπὸ τοῦ Νόμου 6002 παρεχομένης ἰατροφαρμακευτικῆς καὶ νοσοκομειακῆς προστασίας καὶ εἰς τὰς οἰκογενείας τῶν ἐργαζομένων ναυτικῶν», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

Ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Νόμου παρέχεται καὶ εἰς τὰς οἰκογενείας τῶν ἐργαζομένων ναυτικῶν ἢ ἐνίων κατηγοριῶν τούτων ἡ ἰατροφαρμακευτικὴ καὶ νοσοκομειακὴ περίθαλψις ἡ παρεχομένη κατὰ τὰς κειμένας διατάξεις εἰς τοὺς ἀνέργους ναυτικούς,ἐπὶ καταβολῇ ποσοστοῦ τῆς σχετικῆς δαπάνης.

Ἄρθρον 2.

1. Διὰ Διαταγμάτων ἐκδιδομένων προτάσει τοῦ ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργοῦ μετὰ πρότασιν τῆς Διοικητικῆς Ἐπιτροπῆς Οἴκου Ναύτου καὶ γνώμην τοῦ Γνωμοδοτικοῦ Συμβουλίου Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ καθορίζονται.

α) Αἱ κατηγορίαι τῶν εἰς προστασίαν δικαιουμένων ἑκάστοτε ἐργαζομένων ναυτικῶν, ἡ ἔκτασις τῆς εἰς ἑκάστην κατηγορίαν παρεχομένης προστασίας, ὁ χρόνος ἐνάρξεως καὶ λήξεως ταύτης καὶ τὰ τοπικὰ ὅρια ἐκτάσεως αὐτῆς.

β) Τὰ ἐπὶ τῆς συνολικῆς ἀξίας τῆς παρεχομένης περιθάλψεως καταβαλλόμενα ποσοστὰ παρ' ἑκάστης τῶν εἰς προστασίαν δικαιουμένων κατηγοριῶν ὡς καὶ οἱ λοιποὶ ὅροι καὶ αἱ προϋποθέσεις ὑφ' ἃς ἡ προστασία αὕτη παρέχεται.

γ) Τὰ προσόντα ἐν γένει τῶν εἰς προστασίαν δικαιουμένων καὶ ὁ τρόπος βεβαιώσεως αὐτῶν.

δ) Τὰ τῆς ὀργανώσεως παντὸς ἄλλου μέσου ἀποσκοποῦντος εἰς τὴν ἐν γένει προστασίαν ἀπὸ ὑγιεινῆς ἀπόψεως τῶν οἰκογενειῶν τῶν ἐργαζομένων ναυτικῶν ὡς καὶ πᾶσα ἄλλη λεπτομέρεια ἀφορῶσα τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Νόμου.

2. Ὁμοίως διὰ Δ)τος ἐκδιδομένου προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας καὶ Οἰκονομικῶν μετὰ προηγουμένην γνωμοδότησιν τῆς Διοικητικῆς Ἐπιτροπῆς Οἴκου Ναύτου καὶ τοῦ Γνωμοδοτικοῦ Συμβουλίου Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ καθορίζονται.

α) Τὰ τοῦ προσληπτέου διὰ τὴν ἐνίσχυσιν τῆς ὑπηρεσίας τοῦ Οἴκου Ναύτου, διοικητικοῦ, ἐπιστημονικοῦ καὶ βοηθητικοῦ προσωπικοῦ καὶ τὰ τοῦ διορισμοῦ, ἀπολύσεως καὶ μισθοδοσίας τοῦ πρὸς ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Νόμου.

Ἄρθρον 3.

Αἱ δαπάναι διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Νόμου βαρύνουσι τὸ Κεφάλαιον Ἀνεργίας καὶ Ἀσθενείας Ε. Θ.

Ἄρθρον 4.

Κατὰ τὸν παρόντα Νόμον θεωρεῖται ὡς :

α') «Οἰκογένεια ναυτικοῦ» ἡ ἀποτελουμένη ἐκ τῶν μελῶν τῆς ἰδίας αὐτοῦ οἰκογενείας ἐξαιρέσει τῶν ὑπερβάντων τὸ 18ον ἔτος τῆς ἡλικίας αὐτῶν ἀρρένων τέκνων καὶ ἱκανῶν πρὸς ἐργασίαν καὶ τῶν ἐγγάμων θηλέων ὡς καὶ ἐκ τῶν μελῶν τῆς πατρικῆς οἰκογενείας τῶν συντηρουμένων ἐξ ὁλοκλήρου ὑπ' αὐτοῦ.

β') «Ἐργαζόμενος ναυτικὸς» ὁ ἀπογεγραμμένος κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 721)1948 ὡς μαθητευόμενος ναυτικὸς ἢ ναυτικὸς καὶ ναυτολογημένος ἐπὶ ἐμπορικοῦ πλοίου ἢ πλοιαρίου.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν τῆς Βουλῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, ΔΗΜ. ΧΕΛΜΗΣ, Ι. ΠΟΛΙΤΗΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, Δ. ΛΟΝΤΟΣ, ΑΝΔΡ. ΜΠΙΡΑΚΗΣ, ΚΩΝ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ, Α. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΗΣ, ΑΠ. ΟΡΦΑΝΙΔΗΣ, Θ. ΔΕΣΥΛΛΑΣ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Γ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΛ. ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΟΥ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

---

(3)

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 817.

Περὶ συστάσεως Ὀργανισμοῦ Πανελληνίου Ἑνώσεως Ἐπισιτιστικῶν Κέντρων.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 27ης Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ συστάσεως Ὀργανισμοῦ Πανελληνίου Ἑνώσεως Ἐπισιτιστικῶν Κέντρων», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

1. Συνιστᾶται Νομικὸν Πρόσωπον Δημοσίου Δικαίου ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Πανελλήνιος Ἕνωσις Ἐπισιτιστικῶν Κέντρων» ἑδρεῦον ἐν Ἀθήναις.

2. Ἡ κρατικὴ ἐποπτεία ἐπὶ τοῦ ἀνωτέρω Ὀργανισμοῦ ἀσκεῖται διὰ τῆς Γενικῆς Γραμματείας Τουρισμοῦ.

Ἄρθρον 2.

1. Μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι ὑποχρεωτικῶς οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἐν Ἑλλάδι ἐπιχειρήσεων, Ἑστιατορίων, Ζυθεστιατορίων, Κέντρων Διασκεδάσεως, Ἐξοχικῶν Κέντρων, Κέντρων Ἀναψυχῆς, Ζαχαροπλαστείων καὶ Καφφενείων, οἵτινες ἤθελον (ἐν τῷ μέλλοντι) χαρακτηρισθῇ νομίμως ὡς «Τουριστικὰ» ἀνεξαρτήτως κατηγορίας κατατάξεως.

2. Τὰ μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ ἀφ' ἧς ἀποκτήσωσι τὴν ἰδιότητα ταύτην, παύσωσι νὰ ἀποτελῶσι μέλη, ἐμπορικῶν, βιομηχανικῶν, βιοτεχνικῶν ἢ ἐπαγγελματικῶν ἐπιμελητηρίων καὶ ἀπαλλάσσονται ὡς καὶ αἱ ἐπιχειρήσεις ἃς ἐκπροσωποῦσι πάσης ὑποχρεώσεως καταβολῆς συνδρομῆς ἢ ἄλλης οἱασδήποτε οἰκονομικῆς εἰσφορᾶς πρὸς αὐτά, ἐκτὸς ἂν ἀσκῶσι καὶ ἕτερον ἐπάγγελμα.

Ἄρθρον 3.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς ἐπιδιώκει τοὺς κάτωθι σκοπούς:

α) Νὰ μελετᾶ καὶ ὑποδεικνύῃ εἰς τὴν προϊσταμένην του ἀρχὴν ὡς καὶ πᾶσαν ἄλλην κρατικὴν ὑπηρεσίαν μέτρα συντελοῦντα εἰς τὴν καλὴν ἐμφάνισιν καὶ τὸν ἐκπολιτισμὸν καὶ τὴν πρόοδον ἐν γένει τῶν ρηθεισῶν Ἐπιχειρήσεων καὶ τῶν εἰς αὐτὰς ἐργαζομένων.

β) Νὰ ὑποβοηθῇ τὰς κρατικὰς προσπαθείας διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ Τουρισμοῦ καὶ τὴν αὔξησιν τοῦ ἐθνικοῦ εἰσοδήματος.

γ) Νὰ παρέχῃ τὴν κατάλληλον ἐπαγγελματικὴν καὶ γραμματικὴν μόρφωσιν εἰς τὸ Προσωπικὸν τῶν σχετικῶν Ἐπιχειρήσεων.

δ) Νὰ ἐξυπηρετῇ τὰς ἐπαγγελματικὰς καὶ πιστωτικὰς ἀνάγκας τῶν μελῶν του.

2. Πάντα τὰ ἀφορῶντα τὴν πραγματοποίησιν τῶν ὡς ἄνω σκοπῶν ὡς καὶ τὰ μέσα ἐπιτεύξεως τούτων θέλουσι κανονισθῇ διὰ Β. Διαταγμάτων. Εἰδικώτερον ὅσον ἀφορᾷ τὸν κατὰ ψηφίον γ' σκοπὸν ὁ ὀργανισμὸς δύναται νὰ ἱδρύῃ Σχολὰς συντηρουμένας ὑπ' αὐτοῦ ἢ καὶ νὰ ἐπιχορηγῇ ἄλλας ὁμοειδεῖς τοιαύτας. Ὡσαύτως πρὸς πραγματοποίησιν τοῦ κατὰ τὸ ψηφίον δ' σκοποῦ δύναται ὁ Ὀργανισμὸς νὰ ἱδρύσῃ Πρατήριον εἰδῶν χρησίμων εἰς τὰ μέλη του.

Ἄρθρον 4.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς διοικεῖται ὑπὸ Συμβουλίου ἀπαρτιζομένου 1) ἐκ τοῦ Τμηματάρχου Τουριστικῶν Ἐπαγγελμάτων τῆς παρὰ τῇ Γενικῇ Γραμματείᾳ Τουρισμοῦ Δ)νσεως Ξενοδοχείων, 2) ἐξ ἑνὸς ἀνωτέρου ὑπαλλήλου Ὑπουργείου Ἐφοδιασμοῦ ὑποδεικνυομένου ὑπὸ τοῦ ἁρμοδίου Ὑπουργοῦ. 3) ἐξ ἑνὸς ἀνωτέρου ὑπαλλήλου τοῦ Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν ὑποδεικνυομένου ὑπὸ τοῦ ἁρμοδίου Ὑπουργοῦ, 4) ἐκ 12 μελῶν.

2. Ἡ θητεία τοῦ Δ. Συμβουλίου εἶναι τριετής.

3. Τὸ Δ. Συμβούλιον εὑρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ καὶ συνεδριάζει νομίμως παρόντων ὀκτὼ τοὐλάχιστον μελῶν, αἱ δὲ ἀποφάσεις λαμβάνονται κατ' ἀπόλυτον πλειοψηφίαν τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν μελῶν, ἐν ἰσοψηφίᾳ νικώσης τῆς ψήφου τοῦ Προέδρου.

4. Τὸ Δ. Συμβούλιον ἐκλέγει ἐκ τῶν μελῶν του τοὺς Πρόεδρον, Ἀντιπρόεδρον, Γενικὸν Γραμματέα καὶ Ταμίαν.

5. Ὁ παρὰ τῇ Γενικῇ Γραμματείᾳ Τουρισμοῦ Διευθυντὴς τῆς Δ)νσεως Ξενοδοχείων καὶ Τουριστικῶν Ἐπαγγελμάτων ἀσκεῖ παρὰ τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ τοῦ Ὀργανισμοῦ καθήκοντα Κυβ. Ἐπιτρόπου. Ἐν περιπτώσει διαφωνίας τοῦ Κυβ. Ἐπιτρόπου πρὸς ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου, ἡ ἐκτέλεσις αὐτῶν ἀναστέλλεται μέχρι τοῦ ἀμέσως ἑπομένου Συμβουλίου ὅπερ ἀποφασίζει ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου τῆς διαφωνίας τελικῶς.

6. Τὸν Δ)ντὴν τῆς Δ)νσεως Ξενοδοχείων καὶ Τουριστικῶν Ἐπαγγελμάτων κωλυόμενον ἀναπληροῖ ὁ Τμηματάρχης Τουριστικῶν Ἐπαγγελμάτων τῆς αὐτῆς Δ)νσεως, τοῦτον δὲ κωλυόμενον ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν κατὰ τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου καθηκόντων ἀναπληροῖ ὁ παρὰ τῇ αὐτῇ Δ)νσει Τμηματάρχης Ξενοδοχείων, τοὺς δὲ ὑπαλλήλους τῶν Ὑπουργείων Ἐφοδιασμοῦ καὶ Οἰκονομικῶν κωλυομένους ἀναπληρώσιν ἕτεροι ὑπάλληλοι τῶν αὐτῶν Ὑπουργείων διορισθησόμενοι ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ὑπουργῶν.

7. Διὰ διαταγμάτων καθορισθήσεται ὁ ἀριθμὸς τῶν ἐξ ἑκάστης κατηγορίας τῶν ἐν ἄρθρῳ 2παράγρ. 1 τοῦ παρόντος Νόμου ἀπαριθμουμένων ἐπαγγελμάτων προερχομένων μελῶν τοῦ Διοικ. Συμβουλίου, ὁ χρόνος καὶ τρόπος τῶν ἐκλογῶν, τὰ προσόντα τῶν ὑποψηφίων, τὸ δικαίωμα τοῦ ἐκλέγειν καὶ ἐκλέγεσθαι, τὰ τῆς ἐκπροσωπήσεως τῶν ἐκτὸς τῶν Ἀθηνῶν διαμενόντων Συμβούλων, τὰ τῆς συγκλήσεως καὶ τῶν συνεδριάσεων τοῦ Δ. Συμβουλίου, τὰ τῆς ἐν γένει ἁρμοδιότητος τοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ Προέδρου αὐτοῦ, τὰ τῆς ἐκπροσωπήσεως τοῦ Ὀργανισμοῦ ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων καὶ πάσης ἄλλης ἀρχῆς, τὰ τῶν ἐξόδων καὶ ἀποζημιώσεων τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου, τοῦ Προέδρου καὶ τοῦ Κυβ. Ἐπιτρόπου ὡς καὶ πᾶσα ἄλλη λεπτομέρεια ἀφορῶσα τὴν ἐν γένει διαχείρισιν τῶν πόρων, τὰς δαπάνας καὶ τὴν λειτουργίαν τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ἄρθρον 5.

1. Τὸ πρῶτον Δ. Συμβούλιον οὗτινος ἡ θητεία ὁρίζεται ἑνὸς ἔτους θέλει ὁρισθῇ δι' ἀποφάσεως τοῦ Γεν. Γραμματέως Τουρισμοῦ, συντιθέμενον ἐξ ἑνὸς ἀντιπροσώπου ἐξ ἑκάστης τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος νόμου ἀναφερομένων κατηγοριῶν, καὶ ἐξ ἑνὸς ἀντιπροσώπου δι' ἑκάστην τῶν περιφερειῶν Πελοποννήσου, Βορείου Ἑλλάδος, Νήσων καὶ Λουτροπόλεων. Τοῦ πρώτου τούτου Συμβουλίου συμμετέχουν καὶ οἱ κατὰ τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀντιπρόσωποι τῶν δημοσίων ὑπηρεσιῶν.

2. Τὸ Συμβούλιον τοῦτο ἔχει κυρίως ἀποστολὴν τὴν προεργασίαν διὰ τὸν καταρτισμὸν τῶν προβλεπομένων διὰ τοῦ παρόντος Διαταγμάτων καὶ Κανονισμῶν, τὴν διοργάνωσιν τῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τὴν διενέργειαν ἐκλογῶν πρὸς ἀνάδειξιν τοῦ κανονικοῦ Δ. Συμβουλίου τοῦ Ὀργανισμοῦ. Εἰδικώτερον.

α) Διὰ κανονισμῶν καταρτιζομένων δι' ἀποφάσεων τοῦ Συμβουλίου καὶ ὑποκειμένων εἰς τὴν ἔγκρισιν τοῦ Γεν. Γραμματέως Τουρισμοῦ θέλουσι καθορισθῇ τὰ τῆς ἐσωτερικῆς ὀργανώσεως καὶ ἐν γένει λειτουργίας τοῦ Ἐπιμελητηρίου τὰ τοῦ μονίμου, ἐκτάκτου καὶ ἐπὶ συμβάσει προσωπικοῦ τοῦ Ὀργανισμοῦ, ὁ τρόπος προσλήψεως καὶ ἀπολύσεως, τὰ προσόντα, οἱ βαθμοί, αἱ θέσεις, οἱ μισθοὶ καὶ ἀποζημιώσεις, ἐκπροσώπων, λειτουργῶν καὶ ὑπαλλήλων, τὰ καθήκοντα καὶ ἡ ἁρμοδιότης ἑκάστου, αἱ πειθαρχικαὶ ποιναί, τὸ ὅριον ἡλικίας καὶ πᾶσα ἄλλη λεπτομέρεια ἀφορῶσα τὸ ἐν γένει προσωπικὸν τοῦ Ὀργανισμοῦ.

β) Μέχρι τῆς ἐκδόσεως τοῦ κανονισμοῦ τούτου, τὸ Δ. Συμβούλιον, ἅμα τῇ συγκροτήσει του εἰς σῶμα, δύναται δι' ἀποφάσεώς του τελούσης ὑπὸ τὴν ἔγκρισιν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως Τουρισμοῦ νὰ προσλάβῃ τὸ ἀναγκαῖον διὰ τὴν ἔναρξιν τῆς λειτουργίας του προσωπικόν, τὸ ὁποῖον νὰ ἐντάξῃ εἰς ἀναλόγους θέσεις ἅμα τῷ καταρτισμῷ τοῦ Ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ, νὰ προβῇ εἰς τὴν ἐνοικίασιν γραφείων καὶ τὴν διενέργειαν πάσης ἀπαραιτήτου διὰ τὴν λειτουργίαν αὐτῶν δαπάνης καὶ πρὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ Διατάγματος τοῦ κανονίζοντος τὰ τῆς διαχειρίσεως τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ἄρθρον 6.

1. Πόροι τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι:

α) Ὑποχρεωτικὴ εἰσφορὰ τῶν μελῶν ἰσουμένη πρὸς πέντε ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν ἐπὶ τοῦ καταβαλλομένου παρ' αὐτῶν ἢ τῶν ὑπ' αὐτῶν ἐκπροσωπουμένων ἐπιχειρήσεων φόρου ἐπιτηδεύματος.

β) Δωρεαί, κληρονομίαι καὶ κληροδοτήματα πρὸς τὸν Ὀργανισμόν.

2. Διὰ διαταγμάτων θέλουσιν ὁρίζεσθαι ὁ τρόπος καταβολῆς καὶ εἰσπράξεως τῆς εἰσφορᾶς ὡς καὶ τῆς ὀργανώσεως τῆς οἰκονομικῆς διαχειρίσεως τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ἄρθρον 7.

Αἱ διατάξεις περὶ ἐνδίκων μέσων κατ' ἀποφάσεων δημοτικῶν καὶ κοινοτικῶν συμβουλίων περὶ ἐπιβολῆς φορολογίας βάσει τῆς Νομοθεσίας περὶ Δήμων καὶ Κοινοτήτων, εἰς βάρος ξενοδοχειακῶν ἐπιχειρήσεων ἢ τῆς πελατείας αὐτῶν, πόλεων ἢ λουτροπόλεων, τόπων ἀρχαιολογικῶν καὶ κέντρων θερινῆς ἢ χειμερινῆς διαμονῆς, ἐφαρμόζονται κατ' ἀναλογίαν καὶ ἐπὶ περιπτώσεων ἐν αἷς φορολογούμενος εἶναι μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ἄρθρον 8.

Πᾶσα λεπτομέρεια πρὸς ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Νόμου ὡς καὶ ἡ τυχὸν μετατροπὴ τῆς ὀνομασίας τοῦ Ὀργανισμοῦ, κανονισθήσεται διὰ Β. Διαταγμάτων ἐκδιδομένων προτάσει τοῦ προέδρου τῆς Κυβερνήσεως.

Όσα ἐκ τῶν διαταγμάτων τούτων προκαλοῦσι δαπάνας ἐκδίδονται προτάσει καὶ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν.

Ἄρθρον 9.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν τῆς Βουλῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, Δ. ΧΕΛΜΗΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, Λ. ΜΠΙΡΑΚΗΣ, Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ, Α. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΗΣ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Θ. ΚΙΖΑΝΗΣ, ΑΡ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Γ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΛ. ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΟΥ, ΑΝ. ΜΠΑΚΑΛΜΠΑΣΗΣ, Κ. ΚΟΡΟΖΟΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

---

(4)

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 820.

Περὶ συστάσεως Ἐπιτροπῆς πρὸς σύνταξιν σχεδίου Κώδικος Ἀεροπορικοῦ Δικαίου.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 27ης Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ συστάσεως Ἐπιτροπῆς πρὸς σύνταξιν Σχεδίου Κώδικος Ἀεροπορικοῦ Δικαίου», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται ἡ, ἀποφάσει τοῦ ἐπὶ τῆς Ἀεροπορίας Ὑπουργοῦ, πραγματοποιηθεῖσα σύστασις Ἐπιτροπῆς ἐξ ὑπαλλήλων τῆς Κρατικῆς Ὑπηρεσίας Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, Ἀξ)κῶν τῆς Ε.Β.Α. καὶ εἰδικῶν ἐπιστημόνων πρὸς κατάρτισιν Σχεδίου Κώδικος Ἀεροπορικοῦ Δικαίου.

2. Ἡ ὡς ἄνω Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἀνασυντίθηται καὶ συμπληροῦται δι' ἀποφάσεων τοῦ ἐπὶ τῆς Ἀεροπορίας Ὑπουργοῦ.

3. Εἰς τὸν Πρόεδρον, τὰ μέλη καὶ τὸν γραμματέα τῆς Ἐπιτροπῆς καταβάλλεται εἰδικὴ ἀποζημίωσις καθοριζομένη διὰ κοινῆς ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ τῆς Ἀεροπορίας καὶ τῶν Οἰκονομικῶν, εἰς βάρος τοῦ πρ)σμοῦ ἐξόδων τοῦ Ὑπουργείου Ἀεροπορίας.

Ἡ ἀποζημίωσις αὕτη καταβάλλεται ἀφ' ἧς συνεστήθη ἡ Ἐπιτροπὴ καὶ ἤρξατο τὸ πρῶτον τῶν ἐργασιῶν της.

4. Αἱ ἐργασίαι τῆς Ἐπιτροπῆς δέον νὰ ἔχωσι τερματισθῇ ἐντὸς ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος.

Ὁ Ὑπουργὸς τῆς Ἀεροπορίας δύναται νὰ παρατείνῃ τὰς ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ ἓν ἐξάμηνον εἰσέτι κατ' ἀνώτατον ὅριον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν τῆς Βουλῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΔΗΜ. ΛΟΝΤΟΣ, ΑΝΔΡ. ΜΠΙΡΑΚΗΣ, ΚΩΝ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ, Α. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΗΣ, ΑΠ. ΟΡΦΑΝΙΔΗΣ, ΘΕΟΔ. ΚΙΖΑΝΗΣ, Γ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΛ. ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΟΥ, ΑΝ. ΜΠΑΚΑΛΜΠΑΣΗΣ, ΚΩΝ. ΚΟΡΟΖΟΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ